Objekttyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **39 (2002)**

Heft 1530

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public

domainepublic.ch

La croissance aveugle contre le développement durable

AINSI DONC DURANT DOUZE MOIS, D'AVRIL 2001 À MARS 2002, LA SUISSE A CONNU UNE RÉCESSION ÉCONOMIQUE SANS LE SAVOIR. LE Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), sans doute entraîné par l'optimisme invétéré de Pascal Couchepin, annonçait pourtant une croissance, modeste certes, mais une croissance tout de même. Le Seco a reconnu son erreur. Aussitôt les partis politiques ont proposé leurs médecines, toutes très classiques, pour relancer la croissance. La droite mise sur la baisse des impôts et des contributions sociales, l'arrêt de la progression de la quote-part de l'Etat, la stimulation de la concurrence par la libéralisation et une lutte plus efficace contre les cartels. Une lutte que la gauche recommande également. Mais cette dernière est plus embarrassée ; l'encouragement aux investissements, sa potion préférée, déjà appliquée en 1993 et 1997, ne serait guère efficace puisque l'anémie conjoncturelle est à mettre sur le compte de la faiblesse des exportations. Elle milite donc pour le maintien des prestations sociales, d'autant plus indispensables dans une période d'incertitude.

Si les moyens divergent, l'objectif ne fait pas l'objet d'une contestation. Par une concurrence accrue et l'amaigrissement de l'Etat pour la droite, par le renforcement de la demande pour la gauche, c'est la croissance qu'il faut au plus vite retrouver. Elle seule garantit notre niveau de vie et permet une certaine redistribution de la richesse produite.

Cette croissance, on le sait, est mesurée par l'évolution du produit intérieur brut (PIB), à savoir la quantité de biens et de services produits pendant un an, exprimée en valeur monétaire. Cette mesure postule donc que plus c'est mieux.

Nous avons déjà souligné à plusieurs reprises la faiblesse de cet indicateur. Parce qu'elles n'ont pas un prix, le PIB ignore toute une série d'activités pourtant indispensables à la bonne marche de la société, tel le travail ménager. Il inclut par contre des éléments dont on voit mal en quoi ils contribuent à la richesse collective, par exemple les coûts engendrés par les accidents de la route (soins médicaux, réparation des véhicules). Des analystes ont calculé qu'une croissance de 3% compensait à peine, en termes monétaires, les nuisances qu'elle engendrait, les dégradations de l'environnement et les atteintes à la santé notamment.

En clair, la croissance ne dit pas tout sur l'état d'une société, sa santé sociale et démocratique. Elle peut être riche, mais révéler des poches importantes de pauvreté, de profondes inégalités en matière d'espérance de vie, d'accès aux soins et à l'éducation. Pourtant l'indicateur du développement humain, élaboré au début des années nonante par le Programme des Nations Unies pour le Développement, continue d'être ignoré par les économistes, alors même qu'il n'indique plus de corrélation avec l'évolution du PIB.

Enfin, la croissance se nourrit largement de la consommation des ressources naturelles non renouvelables. En puisant dans ce capital, nos économies peuvent certes croître, mais pour combien de temps encore? Le fétichisme du PIB nous rend aveugles aux conditions d'un développement durable. JD

Sommaire

BCV: Vers une Fondation de valorisation à la genevoise? (p. 2)

Votations: Electrochoc (p. 3)

Constitution vaudoise: Les régions du changement (p. 4)

Vocabulaire politique: Le poids des mots (p. 5)

Forum: La justice des mineurs est-elle en danger? (p. 6)

Foire nationale: Il était une fois le Comptoir (p. 8)

JAA 1002 Lausanne
Annoncer les rectifications d'adresses

27 septembre 2002
Domaine Public n° 1530
Depuis trente-neuf ans,
un regard différent sur l'actualité